

ÉDITO

En octobre, il ne va pas passer que des palombes !

Pendant que certains font des moulinets avec les bras et tentent de compenser leur faiblesse par une radicalité verbale, la CGT, dans les entreprises, les bassins d'emploi, les départements et les régions, débat avec les salariés de leurs besoins, construit avec eux les propositions et les luttes qui les accompagnent.

Ceux qui du gouvernement ou d'ailleurs, mènent une campagne parfois calomnieuse à l'encontre de la CGT, reconnaissent par là même notre légitimité et le rôle important que nous avons auprès des salariés de notre pays. Aussi, au dessus de ces gesticulations, la CGT met de nombreux rendez-vous à la disposition des salariés, afin qu'ils expriment ensemble et dans l'unité la plus large possible, leurs inquiétudes et leurs propositions.

Le 3 octobre, pour la consultation citoyenne sur l'avenir de la Poste, que nous organisons partout dans les UL, les entreprises.

Le 7 octobre, qui sera le premier rendez-vous interprofessionnel et unitaire de cette rentrée, doit être l'occasion pour une grande majorité de salariés d'intervenir dans leurs entreprises et sur les territoires.

Le 17 octobre, à l'appel d'un collectif national pour le droit des femmes, une manifestation est organisée à Paris, pour que cesse cette discrimination d'une moitié de l'humanité envers l'autre moitié. Plusieurs organisations syndicales, politiques et associatives réunies à Bordeaux ont décidé de travailler à une participation la plus forte possible.

Le 22 octobre, à l'appel de la CGT, seule pour l'instant, une manifestation est organisée à Paris pour la sauvegarde et le développement de l'emploi industriel. Certains départements d'Aquitaine, des professions, ont déjà des objectifs de forte participation.

L'Aquitaine, avec un tissu industriel important, est particulièrement touchée par la crise. La CGT Aquitaine a décidé, dans la continuité du travail engagé depuis des années pour l'emploi dans notre région, d'agir avec les syndicats, à partir des entreprises et sur les territoires.

Ainsi, dans l'aéronautique où la sous-traitance et les salariés des maisons mères font les frais d'une politique opportuniste de restructuration industrielle, des rencontres sont organisées, avec nos camarades de Midi-Pyrénées. Également dans la filière bois qui, frappée doublement par la tempête et la crise économique, connaît un désengagement de l'État au point de menacer les 34 000 emplois directs de ce secteur d'activité, les syndicats ont décidé de s'adresser aux salariés et d'exiger avec eux la tenue d'une table ronde régionale visant à garantir l'avenir des emplois et de l'activité.



Idem dans les secteurs des transports où des rencontres sont organisées dans plusieurs agglomérations de la région, afin de travailler à des propositions concrètes pour les déplacements des salariés.

Dans la santé, enjeu majeur s'il en est, où suite à la conférence régionale, l'édition massive d'une information sur la situation, la CGT Aquitaine travaille à l'organisation d'un colloque en lien avec les luttes.

Dans les services publics, au moment où j'écris ces lignes, plusieurs syndicats CGT de la région se réunissent, à notre initiative, afin d'échanger et de créer les conditions d'un engagement commun dans le débat avec les salariés-citoyens et la construction avec eux de luttes pour la défense et le développement de nos services publics.

Cette démarche revendicative régionale nécessite beaucoup d'énergie et de moyens. Or, les 37 000 syndiqués CGT d'Aquitaine ne suffiront pas à porter les attentes du millions de salariés de la région.

C'est pourquoi, il faut inviter ces derniers à s'investir dans cette bataille, leur proposer d'adhérer à la CGT pour ensemble, créer les conditions d'un rapport des forces à la hauteur des enjeux et durable.

Ainsi, par l'investissement de chacun et chacune dans la période de luttes qui s'ouvre, nous verrons assurément au mois d'octobre, autant ou plus de salariés dans les manifestations, que de palombes qui passent dans le ciel des Pyrénées.

Philippe MEDIAVILLA

> SOMMAIRE :

ÉDITORIAL > p.1

VIE SYNDICALE > p.2

SERVICES PUBLICS > p.3

L'ARTISTE DU MOIS > p.4

TARIF : 0,10 €

LE SECTEUR AÉRONAUTIQUE NE CONNAÎT PAS LA CRISE

Contrairement à ce qui est porté par le patronat et le gouvernement, le secteur Aéronautique, Défense et Spatial ne connaît pas la crise !!!

Ce n'est pas la CGT qui le dit, mais la presse spécialisée du secteur, entre autre « AIR et COSMOS » dans son numéro du 28 août 2009.

En effet, il titre : « la rigueur sourit aux industriels européens, malgré la crise, les plans de réduction de coûts ont porté leurs fruits, permettant à la plupart des grands groupes d'afficher une activité en croissance pour le premier semestre 2009 ».

Comme le dit la CGT depuis des mois : « La crise a bon dos ».

Le MEDEF, l'État employeur profite de cette période pour délocaliser, abaisser le coût du travail, détruire des milliers d'emplois dans la sous-traitance, dégrader un peu plus chaque jour les conditions de travail, casser les garanties collectives et profiter des souplesses données par le législateur sur le chômage partiel.

C'est de tout sauf de ces mesures qu'on a besoin les salariés de ce pays.

La base de cette situation et c'est contenu dans l'article cité en référence, c'est la recherche de toujours plus de profits au détriment des Hommes et de l'emploi industriel dans notre pays.

Le 26 mai 2009, des actions convergentes et unitaires ont eu lieu dans le secteur aéronautique défense et spatial notamment sur la place de Bordeaux.

Ces formes d'actions sont très bien perçues par les salariés et sont aujourd'hui nécessaires pour tordre le coup à la politique dévastatrice pour l'emploi et l'industrie dans notre région.

Nous avons les uns et les autres dans nos différentes entreprises, des propositions industrielles à ne pas dissocier des questions de recherche, de formation, d'emplois et d'investissements.

Un nouveau rendez-vous s'offre à nous au-delà des luttes menées localement, de la journée nationale d'action du 7 octobre, c'est le 22 octobre.

Cette proposition de journée d'action fait suite aux assises pour une réelle politique industrielle dans notre pays qui se sont tenues le 11 juin dernier.

Le 22 octobre, c'est donc tous ensemble à Paris sur ce thème à partir de ce que nous revendiquons localement ou au niveau des groupes et directions.

Cette manifestation tombe à point nommée, vu les propositions faites par SARKOZY de tenir d'ici la fin de l'année

des assises sur l'industrie. Le contenu et ce qui en ressortira, dépendra de notre capacité à mobiliser et à faire partager par le plus grand nombre nos propositions (différentes expressions fédérales et confédérales existent déjà).

D'ici le 22 octobre, nous réunirons les syndicats Aquitains et Midi-Pyrénéens de notre secteur.

Pour le collectif, Hervé BAYLAC



Syndicat CGT des Activités Postales et de Télécommunications de la Gironde

Bourse du travail - 44 Cours Aristide Briand - 33075 Bordeaux Cedex
Tél : 05 56 33 46 80 - Fax : 05 56 33 46 92 - Mail : syndicat.departemental@cgtfapt33.com

La Poste n'est pas à vendre ! Son avenir nous concerne

- **Le 22 septembre 2009,**
soutenons l'action des postiers,
- **Le 3 octobre 2009,**
participons massivement à la consultation citoyenne

Rien n'est encore joué !

Contre l'avis de l'ensemble des Organisations Syndicales de la Poste et de la Fonction Publique, le gouvernement et le Président de la Poste persistent dans leur objectif de privatiser la Poste.

Le projet de loi sur le changement de statut de la Poste en société anonyme et l'ouverture de son capital doit être examiné à la rentrée parlementaire cet automne. La CGT, avec les autres Organisations Syndicales, s'oppose à ce projet de loi qui s'inscrit dans un processus de privatisation.

Une nouvelle fois, le gouvernement et la Poste sont isolés sur ce dossier extrêmement sensible.

Si le gouvernement et la Poste persistait dans leur volonté de privatisation, il ne ferait que confirmer qu'il s'agit bien d'un choix de société visant à livrer le service public postal à la seule loi du marché.

La pétition, lancée en juillet 2008, a déjà recueilli plus de 400 000 signatures.

L'État parle de changement de statut, La CGT parle de privatisation. Pourquoi ?

L'objectif du projet de loi est de changer le statut de l'entreprise et de l'ouverture au capital ; ce qui signifie recherche exclusive de rentabilité financière.

Des exemples en France : France Télécom et GDF.

Les mêmes arguments ont été utilisés : l'ouverture du capital ne signifiait pas privatisation, l'État devait rester majoritaire.

Quand est-il aujourd'hui ? À France Télécom, l'État ne détient plus que 27 % et à GDF 35 %.

Ni privatisation, ni statu quo

La CGT a des propositions alternatives :

- Donner de l'avenir au service public postal et aux postiers,
- Financer le développement du service public postal et développer les coopérations entre les postiers européens,
- La création d'un pôle financier public, constitué par la Poste et des autres institutions financières publics, donnerait toutes les possibilités d'investissement pour le service public postal et le développement économique et social.

QUE NOUS FAUT-IL EN AQUITAINE ?

Une quarantaine de militants des différents secteurs d'activités relevant du service public en Aquitaine se sont réunis le 17 septembre au Comité Régional.

Cette rencontre constitue le point de départ d'une activité revendicative confédéralisée sur les questions de service public dans les territoires. Il est à noter d'ailleurs que, dans le cadre de la préparation du 49^{ème} Congrès, la CGT envisage d'organiser des assises régionales du service public.

Même en considérant que nous ayons quelque avance, il y a véritablement besoin d'y travailler partout dans la période avec tous

nos syndiqués et avec les salariés à partir de l'expression des besoins, des propositions, des enjeux et en lien avec le développement industriel et l'emploi.

Cette campagne est un passage obligé pour construire des mobilisations efficaces et déboucher sur des initiatives d'action. La prise en compte déjà très large, dans la proximité, de la « votation » du 3 octobre sur l'avenir de la poste est un exemple de ce qu'il nous faut rechercher...

A l'issue de la réunion, trois axes de travail ont été déterminés :

1) L'élaboration d'un matériel de commu-

nication sur les repères et les missions du service public doit poser également la question des moyens, des statuts des personnels et du financement.

2) Le ciblage avec les UD et les UL de bassins d'emploi sur la région où différents syndicats du service public seront chargés d'animer le travail de mise en commun, de débats et de constructions revendicatives.

3) L'organisation d'une nouvelle rencontre régionale début 2010 pour faire le point et continuer à imputer la démarche.

Jacky VARAILLON

ARIADNA À VALENCE POUR L'ÉGALITÉ DE GENRE



Les 17 et 18 septembre, s'est tenue à Valence la conférence du projet européen de partenariat pour l'égalité de genre (appelé Ariadna), impliquant les régions et syndicats suivants : CGT Aquitaine, CGIL / CISL / UIL de Bologne en Italie, DGB du Land de Hesse en Allemagne, OPZZ et Solidarnosc du nord de la Pologne, Commissions Ouvrières de Valence. La délégation CGT était composée de Muriel Reignier des Pyrénées-Atlantiques, Véronique Millet de l'hôpital St-André de Bordeaux, Anne Pons-Métois de l'UL de Pessac, Gaëtan Griffon de la SIVAQ à Coutras, Lydie Delmas de l'UD de la Gironde.

Ce qui nous marque, c'est l'échange avec les autres délégations, le partage de nos visions parfois proches et parfois très éloignées, d'un syndicat à l'autre, sur un sujet, l'égalité entre les hommes et les femmes, dont nous constatons tous qu'il avance très lentement, que le travail à effectuer est énorme pour réussir à faire évoluer les mentalités.

Après avoir, ensemble, à Bordeaux puis à Poznań, à partir de l'élaboration d'un questionnaire, analysé les réalités de la situation des femmes dans nos régions au regard de l'emploi, de la conciliation vie professionnelle/vie familiale et de leur engagement

dans les syndicats, nous constatons partout le même type d'inégalités criantes. Pourtant, les outils existent pour atteindre à l'égalité : législations et constitutions européennes et nationales, réglementations etc... Mais leur application ne se fait pas, même dans nos organisations syndicales pour ce qui concerne des décisions d'accès à la parité ou de facilité de participation à l'activité militante. Le passage à l'acte est difficile.

Ce qui est très positif, c'est que cette rencontre entre nos organisations soit possible sur ce thème, aujourd'hui, ce qui n'aurait peut-être pas été le cas il y a dix ans. Surtout, il y a la volonté manifeste de travailler efficacement cette question, ensemble, au-delà de nos différences culturelles. Les résolutions élaborées collectivement sont le résultat d'un véritable engagement de chacun à développer leur mise en œuvre sur son territoire et dans son syndicat.

La résolution présentée au délégué de la Commission Européenne, adressée aux élus et représentants patronaux de nos régions est une demande de mise en œuvre de propositions revendicatives précises. Des expériences prouvent que c'est possible (comme l'accord d'égalité négocié dans la branche miroiterie dont dépend la SIVAQ) avec engagement commun des institutions et des entreprises (employeurs et représentants du personnel).

C'est aussi en prenant appui sur des expériences dans des syndicats qu'a été élaborée une résolution affirmant l'engagement de chaque organisation syndicale pour des mesures concrètes permettant l'accès à l'égalité dans toutes nos structures.

Enfin, renforçant la déclaration commune de Poznań sur la nécessaire mobilisation des salariés, et constatant que la crise accentue le risque de considérer comme non urgente la question de l'égalité de genre, le partenariat, réuni à Valence, réaffirme que l'accès à l'égalité entre les hommes et les femmes est un élément structurel de construction d'un nouveau modèle social.

Prochain rendez-vous à Bologne fin octobre.

Les délégués CGT Aquitaine

En France, rendez-vous le 17 octobre à la manifestation nationale à Paris à l'appel de 80 organisations, pour les droits des femmes. Départ 14h30 à Bastille.

Lundi 14 et Mardi 15 décembre 09 :
Stage sur la protection sociale et la retraite
Pour vous inscrire, contacter le comité régional
au 05 57 22 74 80 ou secretariat@cgt-aquitaine.com

DANIEL VAN DE VELDE



1) Ne pas se laisser abattre

L'une des caractéristiques de la démarche de Daniel van de Velde est de prendre en compte l'espace public dès qu'il amorce une œuvre d'envergure. Une œuvre appelée à se situer dans l'espace public. Une œuvre construite comme un dialogue avec ce qui fait que nous avons un espace commun à assumer, à préserver. Et à prolonger comme un bien inaliénable. Un espace dans lequel se projeter.



Dans le cadre du festival d'Uzeste, invité par la CCAS, il a demandé à ce qu'on lui mette un tronc à disposition ; choisit par quelqu'un de la commune de Sore où débutait le festival. Un tronc victime de la tempête de janvier 2009.

Ce sera un pin maritime débité, par les soins de la municipalité de Sore, en bûches de 50 centimètres de long. Un tronc de 1 mètre de diamètre à la base pour une longueur de 5 mètres environ. Dix bûches donc et huit jours pour réaliser une œuvre qui sera l'un des fils rouges du festival. L'artiste, sur la tranche de chaque bûche, a relevé les cernes de croissance. Les mêmes sur l'ensemble des bûches. Il a sélectionné 19 années. De 1989 à 2008. 2008, la dernière année, la croissance de l'arbre s'interrompt à cause de Klaus. D'une tempête, soudaine, violente. Il intitulera son intervention : Ne pas se laisser abattre.

Son travail consiste à creuser entièrement chaque bûche, pour ne leur laisser au final que les 19 dernières années de croissance. Mettant à jour, heure après heure, un moment de la crois-

sance de l'arbre sur 19 années. Il a œuvré au vu et au su de tous. S'arrêtant quand des badauds, attirés par la curiosité, passaient le voir. Il leur expliquait son travail, sa démarche. Ceux-ci parfois venaient l'aider. L'œuvre devenait un acte collectif. Comme un atelier ouvert à tous où femmes, hommes, enfants participaient soit en prenant une gouge, un ciseau à bois ou bien en discutant. Beaucoup de discussions. Une œuvre indissociable de l'espace où elle émerge. D'abord à Sore puis à Uzeste où il a demandé au personnel de la CCAS de finaliser l'installation de l'œuvre.

Elaborée dans le contexte difficile et douloureux de la tempête, Ne pas se laisser abattre n'a pas vocation à être une œuvre de commémoration. Inscrite dans la production spécifique de l'artiste, elle est une œuvre parmi d'autres dans la démarche exigeante et sans concession de celui-ci. Ici dans Les Landes, elle prend la mesure du contexte économique et social du département. Beaucoup de Landais se l'étaient déjà approprié alors même qu'elle était en cours d'élaboration.

2) Force

Force est de constater qu'un grand nombre de gens aujourd'hui ont oublié qu'ils portaient en germe, quotidiennement, une force, voire des forces de production. Ils refoulent souvent, se limitent à des mises en œuvre de leur capacité à produire, uniquement sur leurs lieux de travail. Sans en prendre vraiment conscience. Comme si ce n'était pas eux. Comme si cela ne les concernait pas directement.

Dans mes interventions artistiques, ce qui marque le plus souvent les gens, c'est le volume de travail que je mets en place pour produire une œuvre. J'entends souvent : quel boulot ! Comme si toute forme de production n'incluait pas une quantité énorme de travail ! Que ce soit pour produire une œuvre d'art, une baguette de pain, une banderole, une prestation de service ou bien un dossier administratif. De manière récurrente, aujourd'hui, on oublie qu'avant de travailler pour gagner sa vie, on travaille pour produire. Produire une société en cours, en devenir. Produire du sens. C'est une forme bien triste de travail qui consiste à œuvrer en se dédouanant de ce que l'on produit.

Pourquoi ressent-on plus le travail produit face à une œuvre que face à une voiture toute fraîche sortie d'une chaîne de production ? Peut-être parce que l'œuvre d'art à ceci de particulier, quand elle est bonne, qu'elle nous remet en face de nous-même. De qui nous sommes au moment où l'on se trouve face à elle. En elle, toute force de production prend la mesure de ce qu'elle est. L'œuvre génère du sens. Chacun, face à une œuvre, produit du regard, un sens, des orientations. Et on se fout de savoir si cela est équivoque ou univoque.

Je vous propose ceci : On fait ensemble une

œuvre. Mais faisons ensemble qu'elle n'appartienne à personne. Qu'elle ne délimite en chacun de nous aucun désir d'appropriation. Chacun y mettant sa dose de savoir-faire, de conviction, de temps de travail. Si vous voulez, je lance un plan, une directive, un peu comme une partition en musique. Et ensemble on s'y met. Une œuvre de qualité. Une qualité sereine pas seulement pour nous mais pour tout un chacun. Alors pour chacun des producteurs que nous sommes, (une somme de forces de production à l'œuvre !) cela revient à se demander : A qui appartient ma propre force de production ? A qui je la donne quotidiennement et contre quoi ? J'aime quand le philosophe, Gilles Deleuze, définit la nature « non pas en tant que nature mais en tant que processus de production ». Chacun enclenche des processus de production : que ce soit sur le lieu du travail ou quand il rejoint des amis au café, au cours d'une réunion, d'une manifestation, d'une sortie en famille. Chacun produit des regards, un savoir-faire, une culture spécifique. Chacun, y allant de sa personne, produit de la richesse. Une richesse commune. Une richesse non quantifiable d'un point de vue marchand.

Si on arrive à faire, au moins sur le plan juridique, qu'une œuvre n'appartienne à personne, on la sort du marché. Sa qualité d'œuvre n'émane plus d'une valeur marchande (elle n'en n'aurait aucune). Libre de droit, elle serait un bien commun inaliénable. Inappropriable !

Je trouverais intéressant de travailler là-dessus avec un syndicat parce qu'un syndicat cela suppose un grand nombre de corps de métier mais également une réflexion sur soi en tant que force de travail. La tonalité de l'œuvre ? J'ai ma petite idée là-dessus mais je préfère qu'on en parle ensemble.

Daniel van de Velde.

